

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Eau Potable -
Transfert des réseaux secondaires d'eau
potable et de réservoirs de stockage d'eau
- Convention cadre avec le Syndicat
Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)

 Original
Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2022.008

Date de la convocation :
Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **11 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, François ZEMA, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Aline ABRAVANEL à François ZEMA, Cédric BOURGON à François ZEMA, Alain BERNARD à Marika ROMAN, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Anne-Marie BOUSQUET, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.032 en date du 1^{er} avril 2019, par laquelle la C.A.S.A. s'est dotée de la compétence « Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T., au 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. s'est substituée de plein droit à ses Communes membres au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) exerçant une compétence en matière d'Eau Potable et regroupant des Communes appartenant à plusieurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

Par concession en date du 4 août 1885 de l'État, la Ville de Grasse a construit des ouvrages hydrauliques constituant un système de captage, de transport et de distribution d'eau dénommé « Canal du Foulon » situé dans les Alpes-Maritimes.

Le système Foulon est de fait, et depuis son origine, constitué :

- De deux zones de captage des eaux (Foulon et Fontaniers),
- D'un réseau primaire (dit le canal du Foulon) débutant au niveau des captages des sources Foulon et Fontaniers et s'étendant, d'une part, jusqu'au réservoir de la Treille à Châteauneuf et, d'autre part, jusqu'au réservoir de Roquevignon à Grasse,
- De réseaux secondaires alimentés par le réseau de la Treille et confondus avec les infrastructures de desserte en eau potable des Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse et de Sophia Antipolis,
- De réservoirs permettant le stockage de l'eau dans chaque ville.

À ce jour, le Syndicat mixte assure la production de l'eau potable, le traitement nécessaire à sa potabilisation, ainsi que le transport de cette eau via le réseau primaire. En revanche, le SIEF n'intervient pas sur les réseaux secondaires ni sur les ouvrages de stockage.

Cette situation freine aujourd'hui le développement du SIEF car elle ne lui permet pas de disposer d'une vision globale du fonctionnement de l'ensemble du système hydraulique. En effet, le SIEF n'a pas d'information sur le niveau de remplissage des réservoirs de stockage ce qui a pour effet d'entraver toute adaptation de production d'eau et, surtout, toute optimisation d'achat d'eau extérieur.

Par ailleurs, les réseaux secondaires sont, quant à eux, principalement des réseaux de transport et non des réseaux de distribution de l'eau potable. Il serait de fait légitime que le SIEF puisse prendre en charge l'exploitation de ces canalisations. Enfin, les réseaux secondaires sont, pour 95 % d'entre eux, constitués de canalisations en fonte qui sont vétustes et extrêmement fuyardes. Les pertes de ces réseaux peuvent être évaluées à environ 700 000 m³/an.

Ainsi, il devient nécessaire d'envisager un programme de renouvellement de ces canalisations avec un partenariat du SIEF et de la C.A.S.A, c'est pourquoi, il est aujourd'hui proposé que le SIEF puisse assurer l'exploitation et le renouvellement des réseaux secondaires et des réservoirs de stockage en liaison étroite avec les Communautés d'Agglomération du Pays Grasse et de Sophia Antipolis.

Dans l'objectif d'améliorer l'efficacité du service public de production et de transport de l'eau du Foulon, la convention, dont le projet est joint en annexe, a pour objet de transférer au SIEF les prestations suivantes :

- **L'exploitation des réseaux de transport secondaires, y compris les équipements connexes et les réservoirs :**
Les branchements d'abonnés d'un diamètre inférieur ou égal à 40 mm seront intégrés à convention, et ce jusqu'au point de raccordement du compteur abonné.
- **La réalisation des travaux de renouvellement des réseaux de transport secondaires et les travaux de renouvellement des branchements** indiqués précédemment. Il s'agit de remplacer les conduites principales et les branchements par dépose et repose de nouvelles canalisations. Le SIEF intégrera dans ses projets les besoins futurs et proposera la dilatation de ces réseaux ainsi que l'optimisation de ces derniers.

En conséquence, le SIEF aura seul la qualité de Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des études et travaux se rapportant à l'opération désignée ci-dessus.

Les modalités de participation pour le financement des travaux par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le SIEF sont réparties de la manière suivante :

- Travaux réseaux secondaires renouvellements et réparations d'urgence :
 - Financement Syndicat mixte : 20 % ;
 - Financement Communauté d'Agglomération : 80 % au prorata du volume transitant dans la canalisation à destination de la commune. (Hors DECI à imputer sur budget général de la commune où est implanté l'équipement et son branchement sauf vanne d'isolement) ;
- Travaux sur équipements de réservoirs :
 - Financement 100 % SIEF jusqu'à 5 000 € HT (sur devis justificatifs) ;
 - Au-delà, financement à charge de la C.A.S.A.
- Travaux sur génie civil réservoirs (sur remise préalable d'un rapport de désordres par le SIEF) :
 - Financement 100 % C.A.S.A.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention-cadre de mise à disposition des réseaux de transport secondaires d'eau potable et de réservoirs de stockage d'eau, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention-cadre de mise à disposition des réseaux de transport secondaires d'eau potable et de réservoirs de stockage d'eau, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

 <p>Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon</p> <p>Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf, Gourdon, Grasse, Mouans-Sartoux, Opio, Roquefort-les-Pins, Le Rouret et Valbonne</p>	 <p>COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS</p>
---	--

CONVENTION-CADRE DE MISE A DISPOSITION DES RESEAUX DE TRANSPORT SECONDAIRES D'EAU POTABLE ET DE RESERVOIRS DE STOCKAGE D'EAU

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis., Établissement Public de Coopération Intercommunale ayant son siège à la Mairie d'ANTIBES cours Masséna 06600 ANTIBES. représenté par son Président en exercice, Monsieur JEAN LEONETTI, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2022..... en date du 21 février 2022,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » ;

ET

Le SIEF, Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, domicilié place du Petit Puy, Hôtel de Ville à 06130 GRASSE, représenté par son premier Vice-président en exercice, M. Emmanuel DELMOTTE, dûment habilité par délibération du Comité syndical en date du 30 novembre 2021,

Ci-après dénommé « le Syndicat mixte » ;

Ensemble, désignées « les parties ».

PREAMBULE

Par concession en date du 4 août 1885 de l'État, la ville de Grasse a construit des ouvrages hydrauliques constituant un système de captage, de transport et de distribution d'eau dénommé « canal du Foulon » situé dans les Alpes-Maritimes sur les communes de Gréolières (point de départ du canal où se situe la source du Foulon), Cipières, Gourdon, le Bar-sur-Loup, Châteauneuf et Grasse en vue d'alimenter les communes de Grasse, Opio, Le Rouret, Roquefort-les-Pins, Cipières, Gourdon, Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf et Valbonne.

L'article 2 du cahier des charges de la concession précisait que « *le canal se composera d'un canal principal traversant les communes de Gréolières, de Cipières, de Gourdon, du Bar-sur-Loup, de*

Châteauneuf et de Grasse, et de canaux secondaires et tertiaires destinés à porter les eaux sur divers points du territoire de cette dernière commune ».

Le système Foulon est de fait, et depuis son origine, constitué :

- De deux zones de captage des eaux (Foulon et Fontaniers),
- D'un réseau primaire (dit le canal du Foulon) prenant naissance au niveau des captages des sources Foulon et Fontaniers et s'étendant, d'une part, jusqu'au réservoir de de la Treille à Châteauneuf et, d'autre part, jusqu'au réservoir de Roquevignon à Grasse,
- De réseaux secondaires alimentés par le réseau de la Treille et confondus avec les infrastructures de desserte en eau potable des Communautés d'Agglomération du Pays de Grasse et de Sophia-Antipolis,
- De réservoirs permettant le stockage de l'eau dans chaque ville.

À ce jour, le Syndicat mixte assure la production de l'eau potable, le traitement nécessaire à sa potabilisation ainsi que le transport de cette eau via le réseau primaire.

En revanche, le Syndicat n'intervient pas sur les réseaux secondaires ni sur les ouvrages de stockage.

Cette situation freine aujourd'hui le développement du Syndicat mixte car elle ne lui permet pas de disposer d'une vision globale du fonctionnement de l'ensemble du système hydraulique.

À titre d'illustration, le Syndicat mixte n'a pas d'informations sur le niveau de remplissage des réservoirs de stockage ce qui a pour effet d'entraver toute adaptation de production d'eau et, surtout, toute optimisation d'achat d'eau extérieur.

Par ailleurs, les réseaux secondaires sont, quant à eux, principalement des réseaux de transport et non des réseaux de distribution de l'eau potable. Il serait de fait légitime que le Syndicat mixte puisse prendre en charge l'exploitation de ces canalisations.

Enfin, les réseaux secondaires sont, pour 95 % d'entre eux, constitués de canalisations en fonte qui sont vétustes et extrêmement fuyardes. Les pertes de ces réseaux peuvent être évaluées à environ 700 000 m³/an.

Ainsi, il devient impérieux d'envisager un programme de renouvellement de ces canalisations avec un partenariat Syndicat mixte / Communauté d'Agglomération.

C'est pourquoi, il est aujourd'hui proposé que le Syndicat mixte puisse assurer l'exploitation et le renouvellement des réseaux secondaires et des réservoirs de stockage en liaison étroite avec les Communautés d'Agglomération.

CECI RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Dans l'objectif d'améliorer l'efficacité du service public de production et de transport de l'eau du Foulon, la présente convention a pour objet de transférer au Syndicat mixte les prestations suivantes :

- **L'exploitation des réseaux de transport secondaires, y compris les équipements connexes et les réservoirs :**
Les branchements d'abonnés d'un diamètre inférieur ou égal à 40 mm seront intégrés à la présente convention, et ce jusqu'au point de raccordement du compteur abonné.
- **La réalisation des travaux de renouvellement des réseaux de transport secondaires et les travaux de renouvellement des branchements** indiqués précédemment.

Il s'agit de remplacer les conduites principales et les branchements par dépose et repose de nouvelles canalisations. Le Syndicat mixte intégrera dans ses projets les besoins futurs et proposera la dilatation de ces réseaux ainsi que l'optimisation de ces derniers.

En conséquence, le Syndicat mixte aura seul la qualité de Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des études et travaux se rapportant à l'opération désignée ci-dessus.

Article 2 : Prérogatives du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon

Le Syndicat mixte assume, sur les plans administratif et technique, l'étude et la réalisation de l'ensemble des opérations visées à l'article 1^{er} de la présente convention dans le respect de la législation et de la réglementation applicables.

Dans le cadre de sa mission, le Syndicat mixte fait son affaire du choix des titulaires des marchés publics liés à la réalisation des opérations et applique ses propres règles (seuils de procédure, Commission d'Appel d'Offres, etc.).

De manière identique, le Syndicat mixte signe les marchés et les exécute. La Commission d'Appel d'Offres du Syndicat mixte sera exclusivement compétente pour attribuer ces marchés.

Autant que de besoin et en fonction de l'avancement de l'opération à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, le Syndicat mixte sera compétent pour :

- Lancer toute étude relative à l'ensemble des opérations (y compris procédures réglementaires et relevés spécifiques) ;
- Conclure, signer et exécuter les contrats et marchés correspondants nécessaires à la réalisation des opérations et procéder au paiement des entreprises ;
- S'assurer de la bonne exécution des marchés ;
- Obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants ;
- Assurer le suivi des travaux ;
- Assurer la réception des ouvrages ;
- Fournir à la Communauté d'Agglomération la totalité des DOE et DIUO se rapportant aux travaux et aménagements réalisés ;
- Suivre l'année de garantie de parfait achèvement ;
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération jusqu'à l'expiration du délai de parfait achèvement ;
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

Article 3 : Financement

Le coût des prestations, objet de la présente convention, doit être couvert conformément aux plans de financement arrêtés par le Syndicat mixte en année N-1 après concertation et validation conjointe du programme de travaux.

Si des recettes affectées par le Syndicat mixte au financement de l'opération sont, en tout ou partie, perçues par la Communauté d'Agglomération en application du transfert d'ouvrages, objet de la présente convention, elles feront l'objet d'un reversement au Syndicat mixte qui les emploiera exclusivement au paiement des coûts des opérations ou des travaux décidés.

Sauf modification résultant d'un accord ultérieur des parties, le Syndicat mixte sera remboursé, dans la limite des modalités indiquées ci-dessous, par la Communauté d'Agglomération à l'euro / l'euro, TVA incluse, des dépenses exposées pour la réalisation des opérations.

Article 4 : Modalités de financement

Exploitation des réseaux secondaires :

Le Syndicat mixte procède à la prise en charge des forfaits d'exploitation inhérents aux territoires communautaires desservis par le système Foulon.

Modalités de participation – Financement Exploitation par le Syndicat mixte

Contrat d'exploitation réseaux secondaires, équipements associés et réservoirs	À la charge du Syndicat mixte
Frais de télécommunications (abonnements et communications)	À la charge du Syndicat mixte

Travaux de renouvellement des réseaux secondaires :

Le Syndicat mixte pourra présenter des appels de fonds avant d'avoir dépensé la totalité des sommes déjà perçues, dès lors qu'il peut justifier des besoins à venir pour le semestre suivant d'un montant supérieur aux sommes disponibles.

Chaque appel de fonds devra être justifié et comprendre :

1 – Un récapitulatif certifié par le Trésorier des dépenses réalisées sur les sommes précédemment perçues ainsi qu'une copie des factures acquittées ;

2 – Un planning prévisionnel des travaux et dépenses à venir établi par le Maître d'œuvre Syndicat mixte de l'opération et, le cas échéant, une copie des marchés de travaux ou du DCE en cours de consultation, et ce dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération et présenté en année N-1.

En cas de besoin de financement non prévu au semestre précédent, le Syndicat mixte pourra procéder à une demande complémentaire d'appel de fonds, dûment justifiée.

La Communauté d'Agglomération versera au Syndicat mixte la totalité des sommes dues en TTC et fera son affaire de la TVA.

Modalités de participation – Financement travaux par la Communauté d'Agglomération et le Syndicat mixte

Travaux réseaux secondaires Renouvellements et réparations d'urgence	Financement Syndicat mixte : 20 % Financement Communauté d'Agglomération : 80 % au prorata du volume transitant dans la canalisation à destination de la commune. (Hors DECI à imputer sur budget général de la commune où est implanté l'équipement et son branchement sauf vanne d'isolement)
--	--

Travaux sur équipements de réservoirs	Financement 100 % Syndicat mixte jusqu'à 5 000 € HT (sur devis justificatifs). Au-delà, financement à charge de la Communauté d'Agglomération
Travaux sur génie civil réservoirs (sur remise préalable d'un rapport de désordres par le Syndicat mixte)	Financement 100 % Communauté d'Agglomération

Exemple de financement :

Travaux de renouvellement du réseau secondaire du Chemin du Tameye : 560 ml de fonte grise DN150

Estimation travaux : 245 000 € HT

Financement Syndicat : 49 000 € HT

Financement CASA (Valbonne) : 166 600 € HT (85 % du débit alimentant Valbonne)

Financement CASA (Opio) : 29 400 € HT (15 % du débit alimentant Opio)

Article 5 : Modalités de réception et de remise des ouvrages et exploitation

À la prise en charge des équipements, un procès-verbal contradictoire sera réalisé par le Syndicat mixte et la Communauté d'Agglomération.

Les travaux sur équipements nécessitant des remises à niveau, normatives ou sanitaires, resteront à la charge de la Communauté d'Agglomération.

Dans le cadre de l'exploitation réseaux et réservoirs, le Syndicat mixte organisera des réunions de suivi, une réunion trimestrielle et mises au point avec le ou les représentants de la Communauté d'Agglomération. Cette réunion donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations émises par chacune des parties.

La Communauté d'Agglomération s'engage à fournir, à des fins d'exploitation uniquement, les données de consommation sur les compteurs abonnés raccordés sur le réseau de transport secondaire selon une périodicité compatible avec les exigences de suivi des rendements de réseau.

L'établissement de la liste des numéros de compteurs abonnés sera fait conjointement entre le Syndicat mixte et la Communauté d'Agglomération.

Dans le cadre de travaux, le Syndicat mixte organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les entreprises et le ou les représentants de la Communauté d'Agglomération. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par les parties, chacune pour les ouvrages la concernant, et qu'elles entendent voir réglées avant d'accepter la réception.

Le Syndicat mixte s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre du processus de réception des travaux en y associant la Communauté d'Agglomération. Le Syndicat mixte transmettra ses propositions à la Communauté d'Agglomération qui fera connaître son avis et ses éventuelles observations au Syndicat mixte dans les vingt (20) jours calendaires suivant la réception des propositions de celle-ci.

Le défaut de décision des parties dans ce délai vaut accord tacite pour les propositions du Syndicat mixte.

Postérieurement à la réception, le Syndicat mixte devra fournir à la Communauté d'Agglomération les éléments de récolement, faire la synthèse et établir le dossier complet des ouvrages exécutés (DOE),

dont la remise devra s'effectuer dans un délai de quatre (4) mois maximum après la réception des ouvrages.

Le dossier comprendra notamment :

- Le procès-verbal de réception des ouvrages et levée des réserves ;
- Tous documents contractuels, techniques, administratifs relatifs aux ouvrages (plan de récolement, DIUO...).

Les ouvrages seront remis à la Communauté d'Agglomération après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le Syndicat mixte ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate des équipements réalisés.

Entrent dans les missions du Syndicat mixte la levée des réserves de réception et la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles. Les autres parties doivent lui laisser toutes les facilités pour assurer ces obligations.

En cas de litige au titre des garanties biennales ou décennales, toute action contentieuse reste de la seule compétence du Syndicat mixte, sauf en cas de non reconduction de la présente convention.

Article 6 : Responsabilités

Le Syndicat mixte est responsable, à l'égard de la Communauté d'Agglomération et des tiers, des éventuels dommages de tout ordre résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Article 7 : Assurances

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir pendant la période d'exploitation.

De plus, le Syndicat vérifiera que les sociétés et entreprises auxquelles elle aura recours disposent des assurances garantissant leurs responsabilités civile et décennale.

Article 8 : Durée de la convention-cadre

La présente convention-cadre entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022 et sera conclue pour une période de 3 ans renouvelable de manière tacite par période de 3 ans.

Les transferts de réseaux secondaires d'eau potable et de réservoirs d'eau se feront territoire par territoire, une fois les procès-verbaux contradictoires de mise à disposition validés par l'ensemble des parties.

Article 9 : Suivi de l'exploitation et des opérations

La Communauté d'Agglomération laissera au Syndicat mixte, et à ses agents dûment habilités, libre accès aux dossiers et aux données concernant le patrimoine transféré.

La Communauté d'Agglomération adressera ses observations éventuelles au Syndicat mixte et s'interdira toute ingérence dans les relations du Syndicat mixte avec ses contractants.

La Communauté d'Agglomération et le Syndicat mixte organiseront les échanges nécessaires entre services pour le suivi des opérations et la circulation des informations.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements pris dans le cadre de la présente convention-cadre ou pour motif d'intérêt général, l'une ou l'autre des parties pourra résilier de plein droit ladite convention-cadre par lettre recommandée avec avis de réception, à l'issue d'un délai d'un mois suivant une mise en demeure restée sans effet.

Article 11 : Litiges

Les parties conviennent de régler à l'amiable les différends éventuels qui pourraient survenir au cours de l'exécution des présentes.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention-cadre, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, seront portés devant le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à

le

En trois exemplaires originaux

Pour le Syndicat Intercommunal,
Le Premier Vice-président,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis,
Le Président,

Emmanuel DELMOTTE

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_008
Nature : DE - Deliberations
Objet : Transfert des réseaux secondaires d'eau potable et de réservoirs de stockage d'eau - Convention cadre avec le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Js3Ljxj

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_008-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_008
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Transfert des réseaux secondaires d'eau potable et de réservoirs de stockage d'eau - Convention cadre avec le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF)
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_008-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20220221-CC_2022_008-DE-1-1_2.PDF

N